

L'école a été soumise à rude épreuve et les personnels ont terminé l'année dans un état de fatigue rarement atteint !

La rentrée 2021 est de nouveau marquée par le manque d'anticipation et la confusion de la politique suivie face à la poursuite de la crise sanitaire. La rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation

dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages.

Précarité et emplois

■ Refus de créer un collectif budgétaire pour la création de postes d'enseignants, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, santé et sociaux dans les écoles, établissements et les services pour répondre aux immenses besoins.

■ Refus d'annuler les suppressions de postes et précarisation accrue des personnels,

■ Publication de la circulaire de rentrée sans aucune concertation.

Une nouvelle fois, le ministre est dans le déni de réalité en refusant de prendre les mesures nécessaires. Cette absence d'anticipation et de prise de décisions est irresponsable au regard des enjeux de gestion et de sortie de crise.

Il faut un plan d'urgence pour l'éducation !



Toutes et tous en grève le 23 septembre 2021 !

Manifestation : 10h30 à STRASBOURG Inspection académique

**AG : 14h00 salle A, maison des Syndicats, rue Sédillot
Strasbourg**

Salaires

Les annonces du Grenelle ont confirmé qu'il n'y aurait pas de loi de programmation pluriannuelle. Un renoncement de plus qui ne répond pas aux attentes salariales des personnels et en exclut la majorité. Au-delà de la 2^{ème} tranche de la prime d'attractivité, très insuffisante pour rattraper les retards, il est bien difficile de voir de quelconques perspectives de revalorisation pour les années à venir

Directions d'écoles

Nos organisations dénoncent l'ensemble de ces mesures qui tournent le dos à la priorité pour l'éducation et cherchent à transformer en profondeur les métiers dans le sens de contraintes supplémentaires sur les personnels : projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école et de hiérarchies intermédiaires, privatisation et déréglementation que le Gouvernement veut expérimenter dans 50 écoles marseillaises, pilotage par l'évaluation.

Baccalauréat

Nos organisations refusent la généralisation du contrôle continu et demandent le rétablissement du baccalauréat national pour la session 2022, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes. Elles appellent les personnels à se réunir dès à présent, y compris avec les parents d'élèves, pour lister les revendications et organiser les mobilisations nécessaires. Nos organisations soutiendront toutes ces actions qui doivent permettre de préparer une action nationale d'ampleur et notamment la grève interprofessionnelle du 5 octobre

Nous ne pouvons accepter de tels reculs.

Poursuivons la mobilisation le 5 octobre dans le cadre de l'appel à la grève interprofessionnelle !